

Appel à contribution

Journée d'étude du 16 décembre 2026 à Lausanne, HETSL

Transformations du travail et précarité professionnelle : Quels effets sur les travailleurs·euses et quelles formes de mobilisations et de régulations collectives ?

Organisée par **LABORIS** - Réseau suisse de recherches sur le travail, **MaTISS** - Réseau Marché du travail, Insertion et Sécurité Sociale, Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL), **IEP** – Institut d'Études Politiques, Université Lausanne

Les transformations contemporaines du travail redéfinissent en profondeur les conditions d'emploi, de travail et la santé des travailleurs·euses du secteur privé, public et parapublic. La multiplication de crises récentes, notamment à la suite de la pandémie de Covid-19, a contribué à rendre visibles certaines populations – souvent particulièrement vulnérables en raison d'inégalités intersectionnelles liées au genre, à la migration et/ou au statut de séjour – et à accentuer certaines dynamiques déjà à l'œuvre : intensification du travail, colonisation de la vie par le travail professionnel, numérisation, flexibilisation des statuts, réduction des ressources dans les services publics liées aux politiques austéritaires, fragilisation des collectifs ou encore montée de l'insécurité professionnelle.

Ces évolutions affectent une diversité croissante de métiers, en particulier ceux requalifiés d'« essentiels » dans les domaines du soin, de l'accompagnement social, de l'entretien ou de la chaîne alimentaire, souvent marqués par une forte pénibilité, et bénéficiant d'une faible reconnaissance tant matérielle que symbolique. Plus largement, elles participent d'une recomposition des inégalités sociales et professionnelles touchant l'ensemble des travailleuses et travailleurs.

Si les marges de manœuvre individuelles et collectives peuvent sembler se réduire, des leviers existent et sont parfois saisis : organisation collective, mobilisation et grèves, recours au droit du travail, développement d'instruments législatifs, etc.

Cette demi-journée d'étude propose de croiser les regards de différentes disciplines pour mieux comprendre ces évolutions et leurs conséquences concrètes aussi bien sur les conditions d'emploi et de travail (salaires, statuts, temps de travail, etc.) que sur l'exposition aux risques physiques et psychosociaux.

À partir d'analyses et de retours d'expérience, les participant·es seront invité·es à explorer, entre autres, les dimensions complémentaires suivantes : d'une part, les transformations structurelles du travail et des services publics et leurs effets sur la précarité matérielle et les conditions de travail ; d'autre part, leurs impacts sur la santé, souvent invisibilisés, mais pourtant centraux.

Au-delà du diagnostic, l'enjeu est de faire émerger des perspectives d'action. Comment les travailleurs-euses peuvent-ils et elles faire valoir leurs droits dans un environnement professionnel caractérisé par une dégradation des conditions de travail et de santé et une mise à mal des budgets des politiques publiques ? Quels outils juridiques mobiliser au niveau individuel ? Quelles formes d'organisation collective sont aujourd'hui efficaces dans ce contexte ? Quelles régulations étatiques permettent de lutter contre la précarité et la dégradation des conditions de santé, et avec quelle efficacité ?

En articulant ateliers participatifs, restitutions collectives et débats avec des spécialistes (juristes, chercheur-es, professionnel-les de la santé au travail, représentant-es de la société civile), cette demi-journée vise à nourrir à la fois la compréhension et la capacité d'agir. Elle sera précédée de l'assemblée générale de l'association LABORIS.

Des contributions sur les axes suivants sont les bienvenues, sans toutefois s'y limiter :

Axe 1 : Mécanismes et effets de la dégradation des conditions de travail et de santé

Cet axe propose d'explorer les effets des transformations du travail sur les conditions d'emploi, de travail et de vie des travailleurs-euses. Il s'agit d'interroger les expériences de la précarité, les formes d'insécurité professionnelle, les rapports au travail et à sa reconnaissance, ainsi que les effets des restructurations d'entreprise et des crises récentes ou de la numérisation sur la santé des travailleurs-euses. Une attention particulière pourra être portée aux répercussions de ces transformations sur les rapports de genre, les parcours migratoires, les formes de travail gratuit ou invisibilisé. Comment les salarié-es et indépendant-es vivent-ils et elles ces transformations ? Quelles recompositions des inégalités, des rapports au travail et des conditions de vie peut-on observer ? À quel point ces évolutions s'accompagnent de l'émergence de nouveaux risques pour la santé ?

Axe 2 : Dynamiques de (dé)régulation du travail

Cet axe porte sur les formes de (dé)régulation institutionnelle mises en œuvre pour répondre à la précarisation du travail. Il s'agit d'interroger les outils, les mesures et les dispositifs institutionnels visant à faire respecter le droit du travail et protéger la santé des travailleurs-euses. Les propositions pourront notamment analyser le rôle des acteurs traditionnels de la régulation, que ce soient les syndicats, les inspections du travail, les politiques publiques, voire le rôle des procédures en justice. Dans quel contexte ces régulations émergent-elles ? Quelles catégories de travailleur-euses / quels secteurs sont concerné-es ? Quels sont leurs effets et limites ? Comment l'action de l'État, du droit et des partenaires sociaux s'adapte-t-elle aux mutations du travail ?

Axe 3 : (Ré)inventer la grève

Cet axe propose enfin d'analyser la place de la grève dans les transformations du travail. Il s'agit d'explorer les manières dont la grève se réinvente et se déplace, ou se combine à d'autres formes d'action collective des travailleurs-euses. Les propositions pourront analyser les outils, les stratégies et les limites des mobilisations actuelles dans différents secteurs et pays. Une attention particulière sera portée aux continuités et aux recompositions des formes de mobilisations issues de la tradition du mouvement ouvrier, mais aussi aux déplacements de la grève, désormais investie par de nouveaux acteurs-trices et de nouvelles causes dépassant le seul cadre du salariat. Comment la grève évolue-t-elle à l'égard des transformations du travail ? Quelles nouvelles formes de mobilisations collectives émergent aujourd'hui ? Que nous apprennent les perspectives historiques sur ces enjeux ?

Les contributions théoriques et/ou empiriques ainsi que les études de cas sont les bienvenues (15 minutes de présentation, suivies d'une discussion). Les autrices et auteurs sont invité-es à soumettre un résumé (300 mots maximum) d'ici au **30 août 2026**, par voie électronique à info@laboris.work, en indiquant dans lequel des trois axes la contribution s'inscrit. Si le nombre de soumissions dépasse les créneaux disponibles, le comité procédera à une sélection. Les autrices et auteurs seront informé-es de la décision au plus tard le **16 septembre 2026**.

La participation à la conférence est gratuite. La conférence se déroulera en présentiel à la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (Chemin des Abeilles 14 - 1010 Lausanne). Elle comprendra des présentations et des discussions, et offrira des possibilités d'échanges scientifiques et de mises en réseau. Elle se terminera par la cérémonie de remise des prix de jeunes chercheur-es du travail, relations industrielles et recherche syndicale en Suisse (offert par le syndicat Unia), suivie d'un apéritif.

Les langues de la conférence sont le français, l'allemand ou l'anglais (traduction simultanée de la keynote). Les présentations dans les trois langues sont bienvenues ; nous vous prions toutefois de préparer vos support visuels (PowerPoint) en anglais afin de faciliter les échanges.

Pour toute question concernant les soumissions et les détails de la conférence, veuillez contacter le secrétariat de la conférence à l'adresse suivante : info@laboris.work. Nous nous réjouissons de recevoir vos contributions !

Comité d'organisation

- Marlene Carvalhosa Barbosa (HETSL, Lausanne)
- Christophe Delay (HETSL, Lausanne)
- Pierre Eichenberger (IEP, Université de Lausanne)
- Aris Martinelli (HETSL, Lausanne)
- Sarah Schilliger (IZFG, Université de Berne, coordinatrice de LABORIS)

Programme

11:00 – 12:00 | Assemblée générale de LABORIS (pour les membres)

12:00 – 13:00 | Pause de midi avec sandwichs (pour les membres)

13:00 – 14:00 | Séance plénière d'ouverture

Keynote de Fabien Lemozy, chercheur à l'Institut de Psychodynamique du Travail (IPDT) et co-auteur du livre « Plateformes. La colonisation du travail et de la démocratie » (2024)

14:00 – 14:15 | Courte pause/déplacement dans les salles des ateliers correspondants

14:15 – 15:45 | Ateliers parallèles (sur les trois axes proposés)

15:45 – 16:15 | Pause-café

16:15 – 17:30 | Table ronde : S'organiser et faire valoir ses droits

Avec la participation des scientifiques et des représentant-es syndicaux et associatifs

17:30 – 18:00 | Remise du prix Unia

18:00 – 18:30 | Apéritif